Burundi : la police empêche une manifestation de la société civile

@rib News, 08/04/2011 â€“ Source AFPLa police du Burundi a empÃªchÃ© vendredi une manifestation de responsables de la sociÃ©tÃ© civile dÃ©nonÃ§ant les lenteurs de la justice pour juger les responsables prÃ©sumÃ©s de l'assassinat d'un activiste anti-corruption en 2009, a-t-on constatÃ© sur place."Nous demandons que justice soit faite car deux ans aprÃ¨s l'assassinat de Ernest Manirumva, son procÃ¨s n'a pas encore abouti", a dÃ©clarÃ© Pacifique Nininahazwe, prÃ©sident du Forum pour le renforcement de la sociÃ©tÃ© civile (Forsc), une plate-forme qui comprend plus de 150 associations. Plusieurs dizaines de manifestants, responsables d'associations et reprÃ©sentants de la sociÃ©tÃ© civile, ont tentÃ© de se regrouper Ã proximitÃ© du palais de justice de Bujumbura. Ils ont Ã©tÃ© immÃ©diatement dispersÃ©s par les nombreux policie prÃ©sents.Au moins deux activistes ont Ã©tÃ© interpellÃ©s par les policiers, dont Gabriel Rufyiri, prÃ©sident de l'Observatoire la lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques (Olucome).Le vice-prÃ©sident de l'Olucome, Ernest Manirumva, avait Ã©tÃ© poignardÃ© Ã son domicile dans la nuit du 8 au 9 avril 2009, par des inconnus qui avaient emportÃ© des documents.Le procÃ¨s des assassins prÃ©sumÃ©s de M. Manirumva qui a dÃ©butÃ© en juillet 2009 en est toujours aux questions de procÃ©dure. La Cour d'appel de Bujumbura s'est dessaisie de ce dossier fin janvier et l'a renvoyÃ© devant le tribunal de grande instance.Seize personnes sont poursuivies dans cette affaire dont cinq en fuite. L'Olucome les considÃ¨re comme des bouc-Ã©missaires.Les parties civiles rÃ©clament, en vain jusqu'Ã prÃ©sent, des tests ADN de plusieurs hauts responsables sÃ©curitaires du pays, dont le chef des services secrets, le directeur gÃ©nÃ©ral adjoint de la police ou encore le commissaire gÃ©nÃ©ral de la 1e rÃ©gion de police, relayant une recommandation du FBI qui a participÃ© Ã l'enquÃªte."De qui la justice burundaise a peurÂ ?", "non Ã l'impunitÃ©", "pourquoi les personnalitÃ©s citÃ©es dans les diffÃ©re rapports sur Manirumva ne sont pas auditionnÃ©es?", proclamaient les pancartes des manifestants."La police a interpellÃ© deux personnes qui ont pris part Ã une manifestation illÃ©gale et interdite", a indiquÃ© le colonel David Nikiza, commissaire de la 1e rÃ©gion de police (ouest), ajoutant "qu'elles Ã©taient en train d'Ãªtre interrogÃ©es"."Nous demandons qu'elles soient relÃ¢chÃ©es immÃ©diatement. C'est un comble de voir arrÃªter ceux qui ont perdu un proche alors que des assassins sont en libertÃ©", a accusÃ© le prÃ©sident du Forsc.